

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 14 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SARP OUEST

PA de Lanserre
BP 74 Juigné sur Loire
49610 LES GARENNES SUR LOIRE

Références : EC-2023-72-INSP-SARP OUEST-Les Garennes SL-RAP
Code AIOT : 0006301243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement SARP OUEST implanté PA de Lanserre - BP 74 Juigné sur Loire 49610 Les Garennes sur Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- PA de Lanserre - BP 74 Juigné sur Loire 49610 Les Garennes sur Loire
- Code AIOT : 0006301243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités du site situé en zone industrielle de Lanserre à Juigné sur Loire sont le transit et le regroupement de déchets dangereux produits en quantités dispersées et de déchets dangereux ou non issus de travaux d'assainissement, de travaux d'entretien de séparateurs d'hydrocarbures, d'aires de lavage de véhicules, de stations services et de nettoyage de cuves à fioul et gazole non routier (GNR).

Les installations comprennent notamment un bâtiment de stockage de déchets en petits conditionnements, un stockage extérieur composé de 11 cuves et des aires de curage et décantation des déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite d'inspection du 26 mai 2020;
- les contrôles réglementaires;
- la vérification de Trackdéchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 4.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 7.1.7	/	Sans objet
2	Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 2.7.1	/	Sans objet
4	Contrôle de la qualité des effluents	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 4. 5	/	Sans objet
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 7.1.6	/	Sans objet
6	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 09/01/2018, article 7.4.2	/	Sans objet
7	Action nationale Trackdéchet	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection des Installations Classées a constaté que le site était entretenu et propre. Les stockages des déchets dangereux solides et liquides sont réalisés de la manière suivante : les eaux hydrocarburées, émulsions huileuses ou eaux souillées dans des cuves extérieures, les déchets liquides ou pâteux en petits conditionnements dans des alvéoles du bâtiment de stockage.

La capacité annuelle de transit du site de Juigné sur Loire est de l'ordre de 3 200 t/an.

L'inspection des ICPE a relevé une non conformité et deux remarques que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte :

- obtenir la nouvelle convention de rejet des eaux usées signée dans un délai de 6 mois ;
- réaliser des analyses des effluents aqueux (MES et DCO) tous les mois en cas de rejet ;
- s'assurer du respect des Valeurs Limites d'Emission fixées dans l'arrêté d'autorisation du 9 janvier 2018 suite aux contrôles des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 71.7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Vérification des protections contre la foudre : Une vérification complète tous les deux ans et un contrôle visuel chaque année. <u>Constats du 26 mai 2020 :</u> La même remarque qu'en 2017 relative à la règle de câblage des 50 cm pour le parafoudre avait été émise par RG Consultant lors de l'audit du 14 mai 2019 alors qu'un électricien avait effectué des opérations de mise aux normes. L'exploitant avait décidé de mettre en relation directement l'électricien et l'auditeur pour résoudre ce point. L'inspection demandait à l'exploitant de s'assurer de la conformité des protections contre la foudre dans un délai de 3 mois et de programmer une vérification complète. Dans son courrier du 10 juillet 2020, l'exploitant justifiait de l'intervention d'un électricien au niveau du tableau électrique. La vérification périodique 2020 par RG Consultant réalisée le 24 juin 2020 concluait que le site était conforme.
Constats : L'exploitant indique qu'une vérification complète des protections contre la foudre est réalisée tous les ans. La dernière date du 12 juillet 2022. Le rapport de RG Consultant conclut que l'installation est conforme aux exigences de la norme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 2.71
Thème(s) : Autre, Bilan d'activités
Prescription contrôlée : Synthèse annuelle : Au plus tard le 1 ^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection un bilan d'exploitation. <u>Constat du 26 mai 2020 :</u> Le bilan annuel d'activité de l'année 2019 avait été remis à l'inspection le jour de la visite d'inspection. L'inspection rappelait à l'exploitant l'obligation de transmettre un bilan d'activités à l'inspection au 1 ^{er} mars de chaque année. Le bilan d'activités de l'année 2021 a été transmis au premier trimestre 2022. Les quantités de déchets d'assainissement ayant transité sur le site sont de 371 tonnes. Les quantités de déchets dangereux de 1335 tonnes.
Constats : Le bilan annuel d'activité est transmis régulièrement à la fin du premier trimestre de chaque année. Pour l'année 2022, l'exploitant indique que l'activité est identique à celle de 2021, environ 1400 tonnes de déchets dangereux ont transité sur le site. Le bilan annuel 2022 sera transmis d'ici mars 2023. Aucun aménagement spécifique n'a été réalisé. Les cuves de stockages ont été repeintes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites constats de la visite d'inspection du 26 mai 2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux usées
Prescription contrôlée : Autorisation de raccordement au réseau public : Les eaux usées non domestiques prétraitées sont envoyées dans le réseau public d'assainissement de Saint Melaine sur Aubance sous couvert d'une convention spéciale de déversement accordée par le gestionnaire des ouvrages . <u>Constat du 26 mai 2020</u> : L'exploitant n'était pas en mesure de fournir une convention à jour avec le gestionnaire du réseau d'eaux. L'inspection lui demandait de fournir une copie de la convention spéciale de déversement à jour accompagnée des taux d'abattement de la station d'épuration. Des précisions relatives à la gestion des effluents raccordés à la station d'Erigné -Saint Melaine ont été apportées par l'exploitant le 3 février 2022 dans le cadre du réexamen IED. Constats : Les flux aqueux du site sont les eaux pluviales de ruissellement sur les aires imperméabilisées qui sont rejetées au milieu naturel après traitement et les eaux résiduelles issues des aires de curage des déchets d'assainissement (DND) ainsi que les eaux des lavages intérieurs et extérieurs des camions et les eaux pluviales de la piste de dépotage et de l'aire de lavage qui rejoignent le réseau d'eaux usées communal après traitement. Les eaux pluviales provenant des aires de curage des déchets dangereux sont récupérées et stockées sur site avant traitement dans des installations autorisées. L'exploitant indique que l'actualisation de la convention de rejet des eaux usées avec la Com Com Loire Layon Aubance n'était pas signée. Le projet a été communiqué à l'inspection des ICPE. Il a été convenu avec le responsable assainissement de Loire Layon Aubance que la convention serait signée à l'issue du prochain contrôle des rejets en Avril 2023. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de disposer de la convention signée dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle de la qualité des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 4. 5
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les semestres, l'exploitant procède au contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'ensemble des paramètres fixés aux articles 4.4.1 (eaux usées) et 4.4.2 (eaux pluviales) dont une mesure est exécutée pendant une période pluvieuse représentative des ruissellements locaux. A cette occasion, les conditions de rejets sont relevées notamment la pluviométrie ; • du rendement de chaque installation de traitement des effluents . <ul style="list-style-type: none"> ◦ de la qualité des eaux souterraines sur, au moins, les paramètres suivants :pH, conductivité, DCO, hydrocarbures totaux, Cr total et CN.
<p>Constats : Les rejets d'eaux du site sont contrôlés deux fois par an.</p> <p>Les résultats des analyses de rejet des eaux usées de février et juin 2022 font état de dépassements pour les paramètres DCO, DBO₅, MES et azote total. L'exploitant a eu connaissance des résultats de février avec ceux de juin 2022. Il a aussitôt entrepris un nettoyage complet du réseau d'eaux usées et des dispositifs de traitement. Les résultats de l'analyse des rejets d'eaux usées de juillet 2022 étaient conformes en tous points. L'exploitant n'était pas en mesure d'expliquer ces mauvais résultats. Depuis, les réseaux d'eaux usées sont nettoyés très régulièrement. Les plateformes et voiries sont entretenus régulièrement.</p> <p>Les résultats des analyses de rejets des eaux pluviales du site de février, juin et juillet 2022 étaient conformes.</p> <p>Les résultats des contrôles des eaux souterraines de février et juillet 2022 font état d'aucun paramètre analysé quantifié.</p> <p>L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent l'installation de transit-regroupement de déchets dangereux à compter du 17 août 2022. Les MTD imposent une surveillance mensuelle pour les paramètres suivants : MES, DCO. Il convient d'augmenter les fréquences de surveillance applicables sauf s'il n'est procédé à aucun rejet au milieu naturel dans la période correspondante aux fréquences de mesure. Les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émissions des rejets aqueux fixées dans l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2018 permettent de s'assurer de la prise en compte des MTD.</p>
<p>Observations : L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de s'assurer du respect des VLE fixés dans son arrêté d'autorisation dans le mois qui suit les prélèvements.</p> <p>L'exploitant indique que la surveillance des rejets des eaux pluviales est programmée tous les mois en cas de rejet. Il convient d'en faire de même pour les rejets d'eaux usées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées par l'APAVE le 8/11/2022. Les observations ont été levées et formalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2018, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés par AES le 13/07/2022. Le système de détection incendie a été contrôlé par CHUBB le 10/05/2022. L'exploitant disposait des rapports de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Action nationale Trackdéchet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, vérification de trackdéchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifier la présence du site, dans la base de données de déclarants concernés par les déchets dangereux.
Constats : Le site SARP OUEST situé aux Garennes sur Loire est présent dans la base de données TRACKdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet